

**GROUSSEAUD (M.),** *Député de la Seine.*

Son élection est validée [17 mai 1951] (p. 5312).

**GUÉRIN (Mme Lucie),** *Député de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription).*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102). — Est désignée pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196) [4 mai 1948] (p. 2484).

**Dépôts :**

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à l'organisation de classes de perfectionnement pour les enfants arriérés et déficients, **n° 4354**. — Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à attribuer aux futurs maîtres et maîtresses le traitement d'instituteurs stagiaires pendant leur stage de formation professionnelle, **n° 501**. — Le 28 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux instituteurs et institutrices retraités une avance sur pension jusqu'à l'obtention de leur livret de pension, **n° 784**. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à attribuer aux élèves professeurs des écoles normales primaires, des écoles normales supérieures et des écoles normales d'éducation physique, le traitement et les avantages afférents à la fonction de stagiaire, à dater de la présente année scolaire, **n° 911**. — Le 8 juillet 1951, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à tenir compte aux institutrices et instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, **n° 1944**. — Le 9 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à mettre en application dans son intégralité l'article 9 de la loi du 13 août 1947 portant le n° 47-1496, relatif à la rémunération des élèves maîtres et des élèves maîtresses des écoles normales primaires en stage de formation professionnelle, par l'inscription au budget de l'Education nationale des crédits nécessaires à l'établissement de leurs traitements d'instituteurs stagiaires dès la première année de leur stage, **n° 5777**. — Le 9 décembre 1949, une proposition de loi tendant à établir un programme de constructions scolaires, **n° 8663**. — Le 23 décembre, 1949, une proposition de loi tendant à attribuer aux élèves maîtres et maîtresses dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1948, **n° 8830**. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au titre de premier secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue sur la région de Foucarmont (Seine-Inférieure), **n° 10421**. — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à attribuer aux élèves maîtres et maîtresses dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1950, **n° 11636**. — Le 22 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter au 15 avril 1951 la date extrême de parution du décret d'application de l'article 6 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, fixant les modalités d'application de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires en exercice dans les communes classées déshéritées, **n° 12303**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement des constructions scolaires pour l'enseignement primaire* [22 juillet 1947] (p. 3407, 3408) ; Chap. 407 : *Caisses des écoles* (p. 3422) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat 1, JUSTICE, Chap. 103 : *Son amendement relatif à la Haute Cour de justice* [27 décembre